

Vincent Courcelle-Labrousse  
Nicolas Marmié

# LA GUERRE DU RIF

MAROC 1921-1926



[Retrouver ce titre sur Numilog.com](http://Numilog.com)

## LA GUERRE DU RIF

[Retrouver ce titre sur Numilog.com](http://Numilog.com)

VINCENT COURCELLE-LABROUSSE  
NICOLAS MARMÉ

# LA GUERRE DU RIF

*Maroc 1921-1926*

[Retrouver ce titre sur Numilog.com](http://Numilog.com)

© Éditions Tallandier, 2008  
2, rue Rotrou – 75006 Paris  
[www.tallandier.com](http://www.tallandier.com)

## SOMMAIRE

PROLOGUE . . . . .	11
CHAPITRE PREMIER	
Les bons et les mauvais amis de l'Espagne . . . . .	21
CHAPITRE II	
La Grande Guerre au Maroc . . . . .	39
CHAPITRE III	
Premières tragédies militaires . . . . .	51
CHAPITRE IV	
Les meilleurs ennemis . . . . .	71
CHAPITRE V	
Les poules du roi d'Espagne . . . . .	97
CHAPITRE VI	
L'abandon du dictateur . . . . .	113
CHAPITRE VII	
Chechaouen . . . . .	127
CHAPITRE VIII	
La guerre du Cartel . . . . .	139
CHAPITRE IX	
L'attaque . . . . .	149

CHAPITRE X	
La guerre des postes . . . . .	161
CHAPITRE XI	
La piste espagnole . . . . .	187
CHAPITRE XII	
Obus n° 20 . . . . .	197
CHAPITRE XIII	
Un président du Conseil aviateur . . . . .	209
CHAPITRE XIV	
Peur sur Taza . . . . .	221
CHAPITRE XV	
Oui ou non condamnez-vous la guerre ? . . . . .	235
CHAPITRE XVI	
Les ailes américaines du sultan . . . . .	251
CHAPITRE XVII	
Al-Hoceima . . . . .	265
CHAPITRE XVIII	
<i>Cedant arma togæ</i> . . . . .	277
CHAPITRE XIX	
La main de Moscou . . . . .	287
CHAPITRE XX	
Le Riff Committee et les sauterelles d'Ajdir . . . . .	299
CHAPITRE XXI	
La paix encore tentée . . . . .	311
CHAPITRE XXII	
La paix manquée . . . . .	321

CHAPITRE XXIII

L'exil . . . . . 333

ÉPILOGUE . . . . . 343

Tables des cartes . . . . . 351

Bibliographie . . . . . 353

Index des noms de personnes . . . . . 359

[Retrouver ce titre sur Numilog.com](http://Numilog.com)

## PROLOGUE

La reconquête de l'Espagne sur les musulmans à peine célébrée, les Rois Catholiques plantent sur la terre marocaine une banderille dont l'aiguillon ne cessera jamais d'agacer les sultans. En 1497, par un coup de main nocturne, le capitaine Pedro de Estopinan installe l'Espagne sur la côte méditerranéenne du Maroc, à Melilla. D'autres enclaves, places fortes, villes portuaires, seront ensuite prises, acquises, puis perdues pour être encore reprises par la couronne espagnole. Mais ni Melilla, forteresse sur la « côte de Berbérie », ni sa jumelle, Ceuta, autre sentinelle chrétienne aux portes du Rif, et pas plus que les deux îlots fortifiés de Badis, recouvré en 1568, ou de Nekkour, annexé en 1673, ne retourneront sous la souveraineté des sultans de Fez.

Malgré le testament d'Isabelle la Catholique qui enjoignait à ses successeurs de conquérir l'Afrique et de lutter pour la foi contre les infidèles, l'Espagne va rester derrière les remparts de ses deux présides sans tenter de prendre solidement pied chez les Maures. Ceuta et Melilla demeurent deux mauvaises garnisons militaires où les Espagnols subissent les sièges intermittents, mais réguliers, des croyants qui espèrent en vain les voir retraverser la Méditerranée. Voilà qui serait un juste retour des choses pour les musulmans qui, après des siècles passés en Andalousie, se voient nargués par ces nazaréens, jusque dans leur exil de Tétouan, Ouezzane ou Chechaouen. Le voisinage belliqueux de ces deux continents, séparés par à peine 15 kilomètres de mer, vit au rythme d'un interminable feuilletton d'escarmouches entre la croix et le croissant.

Aucun des adversaires ne l'emportant sur l'autre, ce long

dialogue armé aurait pu se poursuivre s'il n'avait été interrompu par l'irruption de prédateurs coloniaux européens. Car, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, le royaume chérifien est en crise. Défaillant, archaïque, l'État marocain, incarné par le sultan et son appareil central, le Makhzen, est criblé de dettes. Privés par leurs partenaires européens de recettes douanières, multipliant les concessions tarifaires et consulaires, englués dans un train de vie aussi dispendieux qu'ostentatoire, soumis à de lourdes indemnités de guerres – celle de la guerre de Tétouan s'élevait en 1860 à 100 millions de francs-or – les sultans Mohammed IV (1859-1873), Hassan I<sup>er</sup> (1873-1894) et Abdelaziz (1894-1908) sont impuissants à contrecarrer le grignotage des Européens en cette terre d'Islam.

Parmi tous les prétendants déclarés, c'est de la France qu'il faut le plus craindre l'étreinte fatale pour l'indépendance. Pour les Français, le Maroc n'est pas qu'une pièce de plus dans la tapisserie continentale africaine. Au-delà de son potentiel économique, de son littoral atlantique et méditerranéen stratégique, de ses terres fertiles et de son sous-sol prometteur, le Maroc, surtout, est adossé à l'Algérie, pièce fondatrice et centrale de l'édifice colonial depuis 1830 et sanctuaire du tenace dessein maghrébin de la République.

Ce Maroc jamais conquis, cette « Chine aux portes de l'Occident », dont les montagnes du Rif constituent la grande muraille, devient alors la « question marocaine », terrain d'affrontement par procuration des rivalités européennes. Londres pèse longtemps de tout son poids pour contenir les prétentions de Paris et ne renonce à contrarier l'impérialisme français qu'à la conclusion de l'Entente cordiale en 1904, en contrepartie d'avoir les coudées franches en Égypte et au Soudan. Mais ce n'est pas encore assez pour la Grande-Bretagne qui a l'obsession des détroits et ne peut accepter que des canons français menacent les allées et venues de la Royal Navy en Méditerranée. En complément de prix, les Français s'engagent à concéder à l'Espagne un corridor rocailleux s'achevant sur une côte sans rivage, un chaos de 20 000 km<sup>2</sup> essentiellement composé du massif rifain, du pays Djebala et couronné par les deux présides de Ceuta et Melilla. Coïncée entre l'insistance française et l'indifférence britannique à ses

récriminations, l'Espagne se voit obligée d'accepter l'obole de ce cadeau empoisonné.

La suite est connue. En réponse, le Kaiser Guillaume II débarque en 1905 à Tanger costumé en improbable défenseur du sultan, mais échoue en 1906 lors de la conférence d'Algésiras à diluer la prééminence française. L'Allemagne doit se résigner à ce que la police dans les ports marocains soit confiée à la France et à l'Espagne. L'heure pour Paris d'accéder au rang de protecteur unique du sultan approche.

Sur la frontière algérienne, le général Hubert Lyautey concourt depuis 1903, mais à sa manière, à cette entreprise. Restant sourd aux protestations de son ministre des Affaires étrangères, Théophile Delcassé, il multiplie les incursions en territoire chérifien et œuvre à une conquête clandestine de ces confins marocains dont, écrit-il en 1905, ses officiers reviennent « avec des émotions d'Hébreux devant la terre promise ». Pour résumer sa méthode de « pénétration pacifique », l'ambitieux disciple de Gallieni au Tonkin et à Madagascar, explique : « Je ne crois qu'aux coups frappés en sourdine et au terrain gagné en tapinois. »

Partant de la côte atlantique ou de l'Oranie voisine, sous couvert de restaurer l'ordre au profit du sultan discrédité auprès de ses sujets, les Français avancent par à-coups vers l'intérieur du pays. En 1908, Abdelhafid renverse son cadet Abdelaziz, mais ne peut à son tour tenir les engagements nationalistes et religieux qui lui avaient valu l'allégeance des oulémas et son accession au trône alaouite. Obligé de renier ses promesses de « guerre sainte » contre les infidèles, le sultan voit s'envoler les derniers lambeaux de sa souveraineté. Devant la révolte des tribus qui l'assiègent dans Fez en mars 1911, Abdelhafid, après seulement trois ans de règne, est contraint de demander la protection des Français qui ne manquent pas cette occasion de marcher sur Fez pour harponner un Makhzen vermoulu et banqueroutier. Les Espagnols, en réaction, prennent possession des ports de Larache et de Ksar el-Kebir, au nord-ouest du royaume. Dans une dernière manœuvre destinée à rebattre les cartes du Monopoly colonial, Berlin joue alors son « coup d'Agadir ». La canonnière *Panther* vient jeter l'ancre dans la rade du même nom. L'intimidation germanique fait

craindre la guerre à l'Europe. La France cède quelque 250 000 kilomètres carrés en Afrique équatoriale (Cameroun, Congo, Oubangui) en contrepartie de la reconnaissance de sa liberté d'action au Maroc. Le dernier verrou international de l'indépendance marocaine vient de sauter.

### *Le traité de protectorat*

Le 30 mars 1912, le ministre plénipotentiaire de France au Maroc, Henri Regnault, appuyé par la présence de 5 000 soldats qui campent sous les murs du palais royal de Fez, obtient du sultan Abdelhafid la signature du traité de protectorat : « Le gouvernement de la République française et Sa Majesté le sultan sont d'accord pour instituer au Maroc un nouveau régime comportant les réformes administratives, judiciaires, scolaires, économiques, financières et militaires que le gouvernement français jugera utile d'introduire sur le territoire marocain. Ce régime sauvegardera la situation religieuse, le respect et le prestige traditionnel du sultan, l'exercice de la religion musulmane et des institutions religieuses [...]. Le gouvernement de la République prend l'engagement de prêter un constant appui à Sa Majesté chérifienne contre tout danger qui menacerait sa personne ou son trône ou qui compromettrait la sécurité de ses États. Le même appui sera prêté à l'héritier du trône et à ses successeurs. »

L'affaire marocaine, engagée depuis près d'un demi-siècle, trouve ainsi un heureux épilogue diplomatique pour la France. Mais la partie n'est pas encore gagnée avec les Marocains. Deux semaines seulement après la signature du traité de Fez, la maladresse de militaires français provoque la mutinerie des tabors du sultan. Dans la capitale religieuse du royaume, une centaine de Français et de juifs sont massacrés. Le pays est pris dans une nouvelle flambée de dissidence tant contre l'envahisseur chrétien que contre ce Makhzen décidément dépassé par les événements. Bientôt, des milliers de combattants dirigés par le chérif Mohammed el-Hajami entourent la capitale religieuse du royaume occupée par les Français. Plus au sud, la résistance s'organise autour du caïd Ahmed el-Hiba qui occupe Marra-

kech. Même le sultan Abdelhafid, pourtant signataire du traité de protectorat, regimbe à collaborer avec les Français.

À Paris, on s'inquiète. La dégradation de la situation remet en selle Lyautey, qui, depuis 1911, s'impatiente en métropole au commandement du X<sup>e</sup> corps d'armée à Rennes. Lyautey apprend au téléphone, de la bouche du président Millerand, sa nomination au poste de premier résident général de la République française au Maroc. Le « grand lord colonial », ce monarchiste au service de la République, tient enfin, à 58 ans, l'instrument d'un destin à sa mesure.

L'insurrection réduite, la première étape de cette nouvelle ère est d'obtenir l'abdication du sultan Abdelhafid dont la fidélité apparaît par trop chancelante et conjoncturelle. C'est chose faite dès août 1912 avec son remplacement par son frère, le timide et très pieux Moulay Youssef.

« Je crois que c'est ma plus belle réussite », écrit Lyautey à propos du nouveau souverain. « Il y a deux mois, après les faillites successives d'Abdelaziz et de Moulay Hafid, il était admis, sans conteste, qu'il n'y avait plus de sultan viable, que, quel qu'il fût, ce ne serait plus qu'un fantoche, l'ombre d'une ombre, la créature des roumis – chrétiens, Européens –, incapable de prendre un prestige et une force religieuse quelconque. J'étais le premier à le redouter. Aussi me suis-je attelé, bien que sans beaucoup d'espoir, à lui rendre son allure traditionnelle et son intégrité apparentes. J'ai écarté soigneusement de lui toutes les promiscuités européennes, les automobiles et les dîners au champagne. Je l'ai entouré de vieux Marocains rituels. Son tempérament de bon musulman a fait le reste. Il a restauré la grande prière du vendredi avec le cérémonial antique. Il a célébré les fêtes de l'Aïd el-Seghir avec une pompe et un respect des traditions inconnus depuis Moulay Hassan. Gouraud, à Fez, lui a servi de tuteur dans cette voie avec une intelligence, un tact, et une réserve consommés, et voici que, tout à coup, il prend figure de vrai sultan. »

Un « vrai sultan ». Voilà ce qu'attendait Lyautey pour mettre en œuvre son « protectorat courtois », sa « politique des grands caïds », sa diplomatie de « l'union des esprits et des cœurs », un dessein fait d'une subtile alchimie entre la force, qu'il faut montrer pour ne pas avoir à s'en servir, et le profond respect

des traditions musulmanes de ce Makhzen séculaire. Car, sans la collaboration de ses élites et de son souverain, la conquête de ce royaume farouchement indépendant, historiquement rebelle à toute servitude, ne peut être qu'illusoire. À la différence en effet de l'Algérie, où Lyautey estime que le corps expéditionnaire français n'a trouvé qu'une « véritable poussière, un état de choses inorganique où le seul pouvoir était celui du dey turc effondré dès notre venue », le Maroc, même frappé de dégénérescence et menacé par l'anarchie, est encore un État constitué, organisé et structuré autour du Makhzen.

C'est sur le socle de son étroite association avec le sultan, dont il a restauré la fonction, et, par extension, du respect sourcilleux de l'Islam, que Lyautey veut poser les fondations subtiles d'un protectorat solide et rentable, fondé sur l'administration indirecte. Pour lui, « il s'agit de faire du Maroc une bonne affaire commerciale qui doit être l'objet primordial de tout établissement colonial » et de préserver le royaume d'une politique coloniale à l'algérienne, intrusive et jacobine.

### *Le sous-locataire du Rif*

Si la France de la III<sup>e</sup> République, qui a enfin réussi à prendre à bail le joyau du Maghreb, est bien l'unique locataire de la « Californie africaine », elle n'en est pas le seul occupant. Le traité de protectorat oblige le gouvernement de la République, au nom du sultan bien entendu, à se concerter « avec le gouvernement espagnol au sujet des intérêts que ce gouvernement tient de sa position géographique et de ses possessions territoriales sur la côte marocaine ». La portion congrue qui revient à l'Espagne est en réalité définie depuis 1904. Pour l'essentiel, c'est le Rif.

Taillée en forme de croissant, dont la pointe orientale naît aux abords de Melilla et celle, occidentale, s'embroche dans les eaux du détroit de Gibraltar au niveau de Ceuta, cette chaîne montagneuse trapue au relief tourmenté s'étend sur 300 kilomètres. Cette nature grandiose et ingrate, également comparée par le journaliste américain Vincent Sheean « aux paysages du Colorado », est cloisonnée, compartimentée par

un relief toujours abrupt même s'il ne dépasse que rarement les 2 000 mètres pour culminer à 2 456 mètres avec le Jbel Tidhirine, en pays Senhadja.

Le littoral rifain est pour l'essentiel un cul-de-sac pour les étrangers qui ignorent la réalité du lacis des gorges étroites, des lits de torrents qui permettent de s'aventurer à l'intérieur de l'antichambre convulsée du continent. Avec la minuscule anse de Badis, la baie d'Al-Hoceima, demi-cercle d'un diamètre d'une douzaine de kilomètres, constitue le seul accroc naturel dans ce maillage hermétique. « Pour se représenter le Rif, il n'est que de penser aux Alpes maritimes auxquelles une vive alternance de pluies diluviennes et de sécheresse aurait donné plus d'accent. Orographie en désordre, crêtes pierreuses et couvertes de broussailles et d'épines, gorges étroites et profondes, vallées aux flancs abrupts et ravins et, jetés çà et là, quelques motifs d'architecture cinématographique, blocs énormes qui semblent en carton-pâte et d'un équilibre providentiel, tels sont les caractères d'un relief en tourment, obstacle aux armes modernes », résumera un officier français.

Alors que la France va pouvoir mettre en valeur son « Maroc utile », le lot de consolation de l'Espagne est donc une montagne. Ce rempart naturel du Maroc sur sa côte méditerranéenne est la citadelle imprenable de paysans-guerriers berbères au sentiment identitaire très fort, quasi insulaire, les Rifains. Un peuple berbère « par essence jaloux d'indépendance et de liberté, tout de suite en défense contre l'étranger, le voisin même, insoumis de naissance à toute autorité quelle qu'elle soit, sauf à l'impitoyable servitude imposée à sa rude existence par une nature farouche qui le défend autant qu'elle l'opprime », écrira le général de Boisboissel. Bref, outre un massif inhospitalier, l'Espagne hérite aussi d'irréductibles Berbères à l'identité d'acier et dont les Rifains sont le minerai brut fondu au creuset de la lutte.

À la différence des populations placées sous l'autorité effective et directe du sultan, le « bled Makhzen », les tribus rifaines, dont hérite l'Espagne, appartiennent au « bled Siba », le pays en dissidence qui échappe à l'administration directe du souverain. Dans un État où le pouvoir du sultan est une campagne de survie permanente, le Rif est sans conteste l'une des régions

les plus turbulentes du Maroc. Ne serait-ce d'abord qu'entre elles, les tribus du Rif ont l'habitude assez permanente de faire parler la poudre. Les douars paisibles aux maisons en pisé sont le théâtre de vendettas pour l'honneur d'une femme ou d'une famille, de luttes de clans pour un territoire et d'alliances entre tribus où l'enjeu peut parfois se résumer à l'adage : « L'ennemi de mon ennemi est mon ami. »

Vu de Fez, ce Nord lointain, rude, fruste, pauvre, violent, escarpé et enclavé est une frontière éloignée des grandes villes, et où, hormis dans le massif Djebala, on parle peu l'arabe, la langue du Coran, mais le tamazight, l'idiome millénaire des Berbères. L'emprise du sultan sur cette portion de son territoire est surtout tributaire de sa capacité à y agir militairement. Pour autant, le Rif est bien une province du royaume. Le sultan y nomme des gouverneurs, des « caïds », y lève des contingents et l'impôt. Et, lorsque le pouvoir du Makhzen est réduit à sa plus simple expression, l'autorité spirituelle du « commandeur des croyants » – Amir al-Mouminine – qui cimente la cohésion de l'empire chérifien, lui suffit encore pour s'attacher l'allégeance des tribus rifaines sans nécessairement chercher à les soumettre par la force de ses *mehalla*, ses colonnes armées de cavaliers. L'autorité centrale incarnée par le sultan contribue à modérer une zizanie permanente qu'illustre bien le proverbe berbère « *Baroud fi n'har, siassa fel leil* » : « Le jour, on se bat, la nuit, on cause. »

Mais à l'heure de la conquête européenne, dans ce Rif déjà imprévisible pour son suzerain légitime, le fossé se creuse avec le sultan. Cet avant-poste de la lutte contre les chrétiens est, bien plus qu'ailleurs dans le pays, au contact direct des Européens. Les Espagnols campent depuis quatre siècles sur la côte. Et maintenant l'Oranie française accueille chaque année dans ses fermes et ses vignobles, ces fellahs rifains, travailleurs acharnés et marcheurs infatigables, poussés par la disette, dont certains finissent par s'engager dans les régiments de tirailleurs algériens. Cette solide tradition d'émigration rejoint celle observée en Kabylie algérienne, autre sanctuaire montagnard et méditerranéen de l'âme berbère.

Par un de ces paradoxes dont se nourrit la région, cette proximité contrainte avec les chrétiens renforce un sentiment

identitaire déjà très fort qui contribue à éloigner le Rif du Makhzen. La piraterie que pratique sur la côte rifaine la tribu des Bekkoya, les attaques contre des Européens obligent le sultan, soumis aux injonctions des puissances, à mener des expéditions punitives contre ses propres sujets. La contre-bande, le trafic d'armes massif organisés principalement à partir des places espagnoles alimentent l'insécurité.

Or, c'est ici depuis des siècles que se livre le combat symbolique contre l'envahisseur chrétien. Alors, quand le sultan, agissant pour le compte d'autrui, se fait l'auxiliaire de ses plus vieux ennemis, la lumière de l'étoile chérifienne commence à pâlir. Mohammed Azerkane, qui sera « ministre de Affaires étrangères » d'Abdelkrim, résume ainsi dans ses mémoires le divorce progressif entre le pouvoir central et les tribus rifaines à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : « Le Rif était naturellement favorable au Makhzen, il respectait la famille régnante et lui était attaché depuis longtemps [...]. Les liens qui unissaient les Rifains au Makhzen ont risqué de se rompre sous le règne du sultan Moulay Abdelaziz et pendant les années qui ont précédé l'établissement du protectorat espagnol. Les Rifains ont changé d'attitude vis-à-vis du Makhzen surtout parce que en dernier lieu, il aidait leurs ennemis. »

En laissant le Rif à l'Espagne, les Français avaient froidement envisagé ses malheurs à venir. Il faut se libérer de ces gens « difficiles et désagréables » en leur concédant « une zone au Maroc où ils devront combattre et dépenser beaucoup d'argent » sans probablement aucun résultat, proposait en 1911 l'ambassadeur de France à Madrid. Mais les cartographes français oublieront qu'un trait en pointillé sur une carte ne suffit pas pour diviser un peuple et, encore moins, pour détacher le Rif du Maroc. Un temps *la guerra de Marrueco* sera observée avec hauteur, mépris et distance par le voisin français. Mais brutalement, la guerre espagnole de conquête du Rif va retrouver son lit naturel et redevenir pleinement marocaine.

Alors qu'au lendemain de la Grande Guerre, les calendriers de la France convalescente célèbrent encore le sacrifice de ses troupes indigènes, un peuple de montagnards berbères, conduit par un chef hors du commun, Abdelkrim el-Khattabi, va faire vaciller « l'illusion coloniale ». En une formule, presque un

avertissement, Azerkane, bien plus tard, récapitulera tout : « Le Rif n'admet pas que l'on soit malveillant envers lui car il a son amour-propre et sa foi. » Après l'Espagne, mise au tapis par une armée de paysans, la République impériale va prendre à son tour de plein fouet l'explosion rifaine. Paroxysme de violence, parenthèse oubliée de l'histoire coloniale, cette guerre avait su se faire un nom auquel il convient de redonner une histoire : la guerre du Rif.